

**ARCHIVES HISTORIQUES  
DE LA COMMISSION**

COLLECTION  
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(84)1527

Vol. 1984/0052

### **Disclaimer**

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

## Procédure écrite

E/1166/84

**DELAI:** MARDI 9 OCTOBRE 1984 - 12 H.

Observations éventuelles : à M. WEHRENS (tél. 52362)  
ou Mme AUJEAN (tél. 56156) tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/100

Objet : Financement en faveur de pays en développement non associés

Proposition de MM. PISANI et HAFERKAMP

Décision proposée :

- 1°) approuver aux conditions fixées dans les documents en annexe, les 2 projets de financement suivants :
  1. LAOS (Subvention : 1.200.000 ECUS)  
Adduction d'eau.
  2. COLOMBIE (Subvention : 3.900.000 ECUS)  
Programme de reconstruction.
- 2°) accorder les autorisations d'engagement ;
- 3°) charger le Membre de la Commission responsable du Développement de conclure les accords de financement pour la Commission et au nom de la Communauté avec les bénéficiaires de l'aide ;
- 4°) charger le Directeur général du Développement de prendre ces décisions d'engagement et les mesures qui se révéleraient nécessaires pour assurer, dans les meilleures conditions, la bonne exécution de l'aide, y compris la passation des contrats de prestation de service y afférents.

Commentaire :

Le Comité de l'aide aux pays en développement non associés a émis un avis favorable et unanime sur ces projets le 24 septembre 1984.

E. NOEL

Secrétaire Général

p. j.

Copie à : MM. FRISCH, FIELDING,  
FACINI, EHLERMANN

p. inf. : M. STRASSER

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Directions générales responsables : DEVELOPPEMENT  
RELATIONS EXTERIEURES

Services associés :

- pour accord -

D.G. CONTROLE FINANCIER : Accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

Langue originale : F

Historical Archives of the European Commission

LISTE DES PROJETS DE DECISION DE FINANCEMENT AYANT RECUEILLI  
L'AVIS FAVORABLE DU COMITE DE L'AIDE AUX PAYS EN DEVELOPPE-  
MENT NON ASSOCIES AU COURS DE SA 21EME REUNION  
DU 24 SEPTEMBRE 1984

1. LAOS (Subvention : 1.200.000 ECUS)  
Adduction d'eau.
  
  2. COLOMBIE (Subvention : 3.900.000 ECUS)  
Programme de reconstruction.
- 

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION  
DES  
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

DIRECTION GÉNÉRALE  
DU DÉVELOPPEMENT

VIII/D/3

Bruxelles

GD/Lod

PROJET DE DECISION DE LA COMMISSION

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

- Vu le traité instituant la Communauté Economique Européenne;
- Vu le Règlement N° 442/81 du Conseil du 17 février 1981 relatif à l'aide financière et technique en faveur des pays en développement non associés, ci-après dénommé le "Règlement" et notamment ses articles 8 et 14;
- Considérant que le Conseil a déterminé, en date du 19/12/1983, conformément à l'article 9 du Règlement, les orientations générales auxquelles sont soumises les aides afférentes à l'année 1984;
- Considérant que les critères prévus au Règlement et les conditions pour l'octroi de l'aide sont remplis;
- Considérant que le Comité institué par l'article 11 du Règlement a exprimé un avis favorable;

DECIDE :

Article 1 : Le projet ci-après est approuvé:

N° du projet	:	NA/84/9
Bénéficiaire	:	République démocratique populaire du LAOS
Intitulé	:	Adduction d'eau
Type du projet au sens de l'article 3 du Règlement	:	Développement rural
Coût total	:	3 700 000 ECU
Participation CEE	:	1 200 000 ECU
Mode de financement	:	Cofinancement parallèle avec UNICEF
Participation aux appels d'offres, marchés et contrats	:	Conforme aux dispositions prévues à l'art. 7 § 1 et 2 du Règlement 442/81 Etats membres et Etat bénéficiaire

Article 2 : Le montant de l'aide est fixé à 1 200 000 ECU.

Article 3 : Le membre de la Commission responsable du Développement, ou, en cas d'empêchement, un autre membre de la Commission, est chargé de conclure les accords de financement, pour la Commission et au nom de la Communauté, avec le bénéfice de l'aide.

Le Directeur Général du Développement est chargé de prendre les décisions d'engagement et les mesures qui se révéleraient nécessaires pour assurer, dans les meilleures conditions, la bonne exécution de l'aide, y compris la passation des contrats de prestation de services y afférents.

Fait à Bruxelles, le

Par La Commission

Historical Archives of the European Commission

NOTE DE PRESENTATION

Projet Pays Secteur	: : : NA/84/9 LAOS Adduction d'eau
<u>1. RESUME DU PROJET</u>	<p>Le présent projet consiste à renforcer un plus vaste programme d'adduction d'eau villageoise coordonné par l'UNICEF au bénéfice du Laos, actuellement en exécution et qui devrait se terminer en 1986.</p> <p>Il permettra d'exécuter une tranche complémentaire de ce programme, portant sur la protection de sources et de réservoirs d'eau, la construction de systèmes gravitaires et galeries d'infiltration complété par un volet formation tant en ce qui concerne la construction que le fonctionnement et l'entretien.</p> <p>Ce projet s'exécute sur une période de 2 ans à la fois dans les plaines et les zones montagneuses du Laos avec forte participation (main d'oeuvre) des paysans concernés. Il s'adresse à environ 1 million de bénéficiaires, principalement ruraux.</p> <p>L'UNICEF sera chargé de la gestion de la contribution communautaire à ce programme, soit 1 200 000 ECU et de sa coordination au sein du programme d'ensemble.</p>
<u>2. CADRE DU PROJET</u>	<p>Le Laos est un des pays les plus pauvres d'Asie, classé parmi les PMA, et à ce titre particulièrement éligible à l'aide communautaire au titre des PEDna. Faute de relations suivies avec les Autorités laotiennes, l'aide communautaire est restée très sporadique (deux projets depuis 1976) pour un montant total de 4,10 MECU.</p> <p>Le présent projet a été proposé à notre aide, à la fois par les Autorités Laotiennes et par l'UNICEF.</p>
<u>3. OBJECTIFS DU PROJET</u>	<p>L'un des objectifs principaux du plan décennal laotien est de satisfaire d'ici 1990 les besoins élémentaires de la population. Dans ce contexte, un effort particulier est prévu en faveur de l'alimentation en eau potable des populations en vue de diminuer la mortalité et améliorer l'état sanitaire des populations rurales en réduisant la diffusion des maladies d'origine hydrique, qui a pour conséquence, outre un taux de mortalité très élevé à la naissance (17,5 à 20 %), d'affaiblir et donc de réduire les activités et les disponibilités de la population active.</p>



4. DETAIL DU PROJET

4.1 Localisation

Le projet prévoit des infrastructures à la fois dans les zones de plaines et dans les zones montagneuses du Laos. Il s'étend sur les provinces de Champassail, Attopeu, Savannakhet, Khammouane, Vitthiane, Luangprahang, Saya Bouri.

4.2 Durée de l'exécution

L'approvisionnement en équipement, l'installation et l'achèvement des travaux sont prévus après une période de 2 ans pour la partie financée par la CEE.

4.3 Moyens à mettre en oeuvre

Sur les flancs de collines, les systèmes d'adduction seront tous gravitaires, alors que dans les plaines on envisage de construire deux puits de faible profondeur par village. Ils comportent un captage d'eau superficielle (source - ruisseau) avec l'installation de réservoirs, une amenée par canalisation desservant plusieurs postes publics, dont le nombre et la répartition sont adaptés cas par cas à une population variant entre 200 et 5 000 personnes.

Les principales composantes du projet sont: (chiffres indicatifs)

- 80 systèmes de protection de sources;
- 44 systèmes gravitaires par tubes de bambou et PVC bornes-fontaines;
- 500 puits avec périmètres de protection en ciment;
- 30 galeries d'infiltration.

Formation : Les techniciens laotiens pour la mise en oeuvre du projet seront formés sur place par le personnel local affecté à la surveillance et à l'entretien des installations.

4.4 Gestion, entretien et fonctionnement

La responsabilité de l'entretien des installations sera coordonnée au niveau national par un Conseil d'administration inter-ministériel déjà chargé de coordonner tous les projets gouvernementaux ainsi que ceux de l'aide extérieure relatifs à l'approvisionnement d'eau potable.

5. MODALITES ET MISE EN OEUVRE

Les fournitures financées par la CEE feront l'objet d'un appel d'offres international selon les règlements de la CEE. Toutefois, en raison de l'urgence de leur nature, ou de la dimension des lots, elles pourront donner lieu des appels d'offres publiés localement. L'assistance technique fera l'objet d'un contrat de gré à gré.

<p><u>MODALITES ET MISE EN OEUVRE</u> CONT.</p>	<p>L'UNICEF est responsable de la gestion de la contribution Communautaire au projet, et nommera un directeur de projet pour la réalisation concrète des infrastructures, en coordination avec les autorités locales. A cet effet, la Commission établira un contrat d'administration de projet avec l'UNICEF. Avec les communautés rurales concernés, et grâce notamment aux actions de formation déjà mentionnées, l'UNICEF veillera au bon fonctionnement des équipements et infrastructures réalisés par le présent projet.</p>
<p>6. <u>JUSTIFICATION</u></p>	<p>Ce projet inséré dans le cadre du plan décennal sanitaire du Gouvernement Laotien qui prévoit qu'à partir de 1986, 25% de la population rurale sera approvisionnée en eau potable et 70% en 1990. Les bénéficiaires sont en grande majorité des ruraux à revenus très bas.</p> <p>Plusieurs études ont démontrés que la faible espérance de vie des laotiens (43 ans) et la forte mortalité infantile (175 à 200 pour mille) qui sont parmi les plus défavorables d'Asie sont imputable pour une large part aux maladies d'origine hydriques. Bien qu'il n'y a pas de manque d'eau en soit, seulement 3,4% de la population rurale a accès à de l'eau potable, la plus part des familles dépendent de sources polluées, ou non protégées. Ceci justifie la grande priorité confiée par le Gouvernement au développement des adductions d'eau potable.</p> <p>Le présent projet, qui fait appel à des techniques particulièrement simples et adaptées aux pays, ainsi que la participation active de la population permettent la réalisation de ce projet à un coût particulièrement modeste.</p> <p>La longue expérience de ce type de projet acquise par l'UNICEF au Laos depuis 1973 est une bonne garantie de succès du projet. De plus, le projet s'intègre dans un cadre plus vaste d'activités mené par l'UNICEF en faveur de la santé et de l'éducation, l'hygiène, formation, recyclage du personnel de santé, celui-ci en sera renforcé.</p>
<p>7. <u>COUT ET FINANCEMENT</u></p>	<p>Le présent projet s'insère dans un programme plus étendu de l'UNICEF.</p> <p>Le cofinancement se fera donc en parallèle avec l'UNICEF. Celle-ci contribuera à peu près 2 MECU, dont la moitié des fonds propres et le restant des donations reçues d'autres bailleurs de fonds.</p>

COUT ET FINANCEMENT  
CONT.

La contribution Communautaire couvrira les coûts en devises de l'achat d'une partie des fournitures et de l'assistance technique, répartis comme suit:

	MECU
80 systèmes de protection de sources	0,040
44 systèmes gravitaires par tubes et bornes fontaines	0,558
500 puits de faible profondeur	0,280
30 galeries d'infiltration	0,022
assistance technique	0,200
imprévus	0,100
	<hr/>
	1 200 000
	<hr/>

Le plan de financement est le suivant:

	Financement				Contr. Gouvern.
	Coût Total	Contr. CEE	UNICEF (1)		
			Donations	Fonds propres	
Fournitures	2,26	0,9	0,16	1,2	-
Installations, transport, fournitures locales	1,0	-	-	-	1,0
Assistance techn.	0,2	0,200 <sup>(2)</sup>	-	-	-
Imprévus	0,24	0,100	-	0,140	-
TOTAL	3,7	1,2	0,16	1,34	1,0

(1) La répartition entre donations et fonds propres est indicatifs.

(2) Project Officers plus 1 volontaire des N.U.

COMMISSION  
DES  
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles

le

DIRECTION GÉNÉRALE  
DU DÉVELOPPEMENT

VIII/D/3

PROJET DE DÉCISION DE LA COMMISSION

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

- Vu le Traité instituant la Communauté Européenne ;
- Vu le Règlement n° 442/81 du Conseil du 17 février 1981 relatif à l'aide financière et technique en faveur des pays en voie de développement non associés, ci-après dénommé le "Règlement" et notamment ses articles 8 et 14 ;
- Considérant que le Conseil a déterminé en date du 19.12.1983 conformément à l'article 9 du Règlement, les orientations générales auxquelles sont soumises les aides afférentes à l'année 1984 ;
- Considérant que les critères prévus au Règlement et les conditions pour l'octroi de l'aide sont remplis ;
- Considérant que le Comité institué par l'article 11 du Règlement a exprimé un avis favorable ;

DECIDE

Article 1er : Le programme ci-après est approuvé :

N° du programme	: NA/84/3
Bénéficiaire	: COLOMBIE
Intitulé	: Programme de reconstruction
Type de projet au sens de l'article 3 du Règlement	: Réserve pour catastrophes
Coût total	: 5.900.000 ECU
Participation CEE	: 3.900.000 ECU
Mode de financement	: Autonome
Participation aux appels d'offres, marchés et contrats	: Conforme aux dispositions prévues à l'article 7, paragraphe 1 du Règlement 442/81 (Etats membres et PVD éligibles de la région).

Article 2 : Le montant de l'aide est fixé à 3,9 MioECU

Article 3 : Le membre de la Commission responsable du Développement, ou en cas d'empêchement, un autre membre de la Commission, est chargé de conclure les accords de financement, pour la Commission et au nom de la Communauté, avec le bénéficiaire de l'aide.  
Le Directeur Général du Développement est chargé de prendre les décisions d'engagement et les mesures qui se révéleraient nécessaires pour assurer, dans les meilleures conditions, la bonne exécution de l'aide, y compris la passation des contrats de prestation de service y afférents.

Fait à Bruxelles, le

Par la Commission

NOTE DE PRESENTATION

Programme n° : NA/84/3  
Bénéficiaire : COLOMBIE  
Intitulé : Programme de reconstruction/prévention  
Secteur : Infrastructures (reconstruction)

1. RESUME

Le présent programme consiste en deux actions distinctes et complémentaires liées au tremblement de terre qui a affecté la ville de POPAYAN en mars 1983. Il s'agit d'une part d'un volet de reconstruction proprement dite largement basée sur la méthode d'autoconstruction de la part des bénéficiaires :

- un lotissement péri-urbain qui s'adresse aux populations sub-marginales de la ville de Popayan incluant maisons individuelles et services (voiries, eau ...)
- une contribution aux nécessités du même ordre en faveur de plusieurs communautés rurales localisées autour de la ville de Popayan ;
- un renforcement institutionnel de l'organisme chargé de la formation et de la maîtrise des travaux ;
- une assistance technique légère.

D'autre part, le programme est l'occasion de compléter les études préventives des conséquences de séisme, par un volet de prévention/étude portant sur le microzonage sismo-géotechnique de la ville de Popayan.

2. CADRE

a) La ville de Popayan 140.000 habitants a été largement détruite suite au séisme du 31 mars 1983 (5,5 échelle Richter). Elle était déjà née des ruines du tremblement de terre de 1736. Quelques caractéristiques des dégâts majeurs sont les suivants : 287 morts humaines et 7.248 blessés, 75 % des constructions (environ 17.000) furent détruites, dont près de la moitié sont totalement irrécupérables. N'eut été l'heure et le jour favorable (si l'on peut dire) à laquelle l'événement est arrivé (8h45 du matin du vendredi saint), les pertes en vies humaines auraient été plus nombreuses.

La CEE a immédiatement déclenché une aide d'urgence au titre de l'article 950 du budget des CE, pour 200.000 ECU, le 20.4.83. La Commission a fait connaître en outre qu'elle étudierait la possibilité de contribuer à la reconstruction au titre de la réserve pour catastrophes (article 930 du budget des CE). La collecte des informations nécessaires à la confection de la présente proposition a tardé certes. En mars 1984 une mission de la Commission a introduit un expert qui a mis au point le présent dossier. Mais à l'évidence, la Colombie n'était pas restée inactive depuis un an. La mission a pu constater de visu le sérieux et le dynamisme de toute une population fébrilement mobilisée à la reconstruction de sa ville, ainsi que vérifier de nombreuses réalisations de reconstruction achevées, en cours et prévues sous l'autorité de la Corporation pour la Reconstruction et le Développement del Cauca (CRC). La Commission avait notamment recueilli l'avis de la Pan American Health Organization (PAHO), organisme auprès duquel elle finance à l'échelle de l'Amérique Latine un programme de prévention intitulé "Preparedness and Disaster Relief Coordination Programme" (NA/79/40) et dont un récent rapport indique la contribution significative à la gestion prompt et efficace dans la limite de sa juridiction face au sinistre.

	<p>b) En raison de son niveau moyen de revenus et des crédits disponibles limités, la Colombie n'a jusqu'ici pas bénéficié directement de l'aide financière et technique de la Commission. Pays membre du Pacte Andin, elle a par contre bénéficié des actions de développement financées auprès de la JUNAC, ainsi que d'autres actions financées par la CEE auprès d'organismes sectoriels, régionaux, voire continentaux, ainsi que des retombées de contribution financières de la CEE auprès des instituts internationaux de recherche agricole, dont notamment le Centre International d'Agriculture Tropicale (CIAT) localisé à Cali, Colombie.</p> <p>Déclarée éligible dès 1982, la préparation des actions a connu un retard qui conduira à une proposition d'aide normale au titre du programme 1984, indépendamment de la présente proposition de reconstruction après catastrophe. A ce jour, au-delà du budget national et de la grande solidarité du pays, les réalisations de reconstruction l'ont été avec l'aide extérieure principalement de la BIRD, de la BID et de la Banque scandinave (total 75 millions dollars USA.)</p>
<p>3. OBJECTIFS</p>	<p>Les objectifs du programme sont de deux ordres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- directement opérationnel en contribuant à la reconstruction des infrastructures péri-urbaines/rurales en faveur des populations les plus démunies affectées par le séisme de 1983, leur permettant ainsi d'améliorer leurs conditions de vie et partant d'être mieux à même d'accroître leurs niveaux de revenus ;</li> <li>- préventif, en complétant les études nécessaires à la définition d'une politique de reconstruction à plus long terme.</li> </ul>
<p>4. DETAILS</p>	<p><u>1. Localisation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le lotissement péri-urbain retenu est situé dans la banlieue dite "Maria Oriente" au Sud-Est de la ville de Popayan, qui se répartit en fonction de la topographie locale en La Maria Alta (sur une colline) et La Maria Baja (au pied de cette colline). Les lots moyens, dont les titres de propriété sont actuellement en cours de légalisation, sont de 160 m<sup>2</sup> (8x20) dans la partie basse et 1.000 m<sup>2</sup> (20x50) dans la partie haute.</li> <li>- La contribution à la reconstruction d'infrastructures détruites en milieu rural concerne les communautés rurales localisées dans un rayon de quelque 10-20 km du centre de Popayan.</li> <li>- Quant au complément d'étude portant sur le microzonage, il concerne la ville de Popayan.</li> </ul> <p><u>2. Durée</u></p> <p>La durée d'exécution prévue du programme global est d'environ deux années.</p> <p><u>3. Moyens à mettre en oeuvre</u></p> <p>Le programme prévoit un volet principal d'actions de reconstruction proprement dites et un volet complémentaire d'actions de prévention (études).</p> <p><u>A. RECONSTRUCTION</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la reconstruction d'environ 500 logements individuels sur le lotissement Maria Oriente, à raison d'environ 150 maisons dans la partie haute et 350 maisons dans la partie basse. Il s'agit de maisons en briques et ceintures de béton (antisismiques) d'une superficie habitable moyenne de 50 m<sup>2</sup> et à structure évolutive (agrandissement ultérieur possible).</li> </ul> <p>Le programme assurera la fourniture des plans (discutés au préalable avec les intéressés), des matériaux de construction et la formation et l'encadrement des bénéficiaires, qui apporteront la main-d'oeuvre pour la construction (auto-construction), par le biais du "Servicio Nacional de Aprendizaje" (SENA).</p>

Ce lotissement bénéficiera en outre de l'utilisation de quelques services de base, notamment distribution d'électricité et d'eau potable, ainsi que de la construction d'une école, l'ouverture d'une garderie d'enfants et l'aménagement de jardins publics.

- La construction et/ou la réparation de logements individuels de l'ordre d'une centaine, dans les communautés rurales avoisinantes et dont l'identification précise et la construction s'effectueront en parallèle à la construction du lotissement péri-urbain.
- Appui institutionnel au Servicio Nacional de Aprendizaje (SENA), afin de lui permettre de dégager les capacités supplémentaires nécessaires à l'encadrement et la réalisation du présent programme ; il s'agit notamment d'équipements pour le transport des matériaux et d'outils de construction (véhicules de transport, mélangeurs, broyeurs, ...).
- Assistance technique. Une assistance technique européenne pour la durée d'exécution du programme, soit de l'ordre de deux ans, assurera la coordination des institutions colombiennes concernées, identifiera les communautés rurales bénéficiaires et veillera à la bonne exécution du présent programme.

#### B. PREVENTION (ETUDES)

La réalisation d'études complémentaires à celles déjà effectuées par les Colombiens (assortie d'un volet formation). Il s'agit du microzonage sismo-géotechnique en vue de reconstruction de la ville de Popayan à effectuer sur une période de 9 mois conjointement par des experts européens (29 hommes/mois), sismologue, tectonicien, géologue, géotechnicien, géophysicien, dynamique des sols, architecte ou ingénieur des structures, assistés de spécialistes colombiens dans les mêmes proportions (contrepartie nationale). Le planning d'intervention s'articule en trois phases principales :

- modèle d'aléas sismique régional ; le diagnostic développé par INGEOMINAS fera l'objet d'un travail de synthèse sur l'évaluation de l'aléa, traduit par des documents descriptifs et cartographiques d'intensité du risque à grande échelle ;
- microzonage sismo-géotechnique ; analyse du comportement dynamique des sols ainsi que des phénomènes d'instabilité qui peuvent être induits par les secousses sismiques (liquéfaction, tassement, glissement de terrains) et établissement de documents de zonage sismo-géotechnique à grande échelle ;
- recommandation pour la reconstruction : la formation technique/transfert de connaissances sera notamment assurée par l'intégration des ingénieurs étrangers et colombiens, avec complément éventuel de formation en Europe.

5. COÛTS		Les coûts indicatifs du programme par principaux volets et sources de financement sont en principe les suivants :					
Domaine d'activités/Nature des coûts		Financement/Coûts (1000 ECU)					
		CEE	CRC	SENA	Bénéficiaires (familles)	INGEOMINAS	TOTAL
<b>A. CONSTRUCTION/RECONSTRUCTION</b>							
I. Lotissement péri-urbain							
Maria Oriente	matériaux	2.125	-	45	-	-	2.170
	main-d'oeuvre	-	-	-	870	-	870
- 500 logements	maîtrise	-	-	180	-	-	180
- services de base	eau,égoûts	70	-	-	20	-	90
	électricité,	-	-	-	-	-	-
	téléphone,	-	175	-	-	-	175
	voies d'accès,	-	-	-	-	-	-
	école,	-	-	-	-	-	-
	espaces verts	-	-	-	-	-	-
II. Communautés rurales							
- 100 logements	matériaux	425	-	-	-	-	425
	main-d'oeuvre	-	-	-	170	-	170
	maîtrise	-	-	35	-	-	35
III. Appui institutionnel							
SENA	équipements	200	-	5	-	-	205
IV. Assistance technique							
		250	-	-	-	-	250
Sous-total A		3.070	175	265	1.060	-	4.570
<b>B. PREVENTION/ETUDES</b>		650	-	-	-	500	1.150
Imprévus		180	-	-	-	-	180
<b>TOTAL (A+B)</b>		3.900	175	265	1.060	500	5.900
<b>6. MODALITES DE MISE EN OEUVRE</b>		<p><u>Gestion</u></p> <p>Le programme sera exécuté sous la responsabilité de la Corporation de Reconstruction de Cauca (CRC), avec l'appui de l'assistance technique européenne, conseiller près du Président de la CRC et sous la coordination du Ministère de Planeacion. La formation des bénéficiaires et l'encadrement des travaux de reconstruction des logements seront assurés par le SENNA. Les entreprises publiques spécialisées de la ville de Popayan se chargeront de l'exécution des travaux d'adduction d'eau/égoûts et autres services de base, tandis que la ville de Popayan assurera l'installation des téléphones publics, la finition des rues et les espaces verts. En liaison étroite avec la CRC et le Ministère de Planeacion, les études seront conduites par INGEOMINAS ("Instituto Nacional de Investigaciones Geologico-Mineras"), par son bureau régional à Popayan, coordonné avec le Programme des risques géologiques et sismiques.</p>					



	<p><u>Procédures</u></p> <p>La majorité des coûts consistent en des coûts locaux correspondant à des travaux de génie civil qui seront réalisés par les bénéficiaires pour les logements (autoconstruction) et soit en régie administrative, soit confiés à l'entreprise après appels d'offres publiés localement pour les autres travaux. L'acquisition des équipements et fournitures fera l'objet d'appels d'offres internationaux. Toutefois, la Commission pourra autoriser des appels d'offres publiés localement et/ou des consultations restreintes, en fonction des opportunités des lots et des urgences.</p> <p>Quant à l'assistance technique et aux études, le choix sera effectué par le bénéficiaire sur base de listes restreintes proposées par la Commission qui établira et règlera directement les contrats.</p>
<p><u>JUSTIFICATION</u></p>	<p>Le présent programme constitue une contribution valable de la CEE aux efforts sérieux de reconstruction/prévention de la Colombie suite au séisme de Popayan. Une Corporation autonome spécifique, appelée ultérieurement à poursuivre le développement de la zone, a été instituée à cette fin ; elle initie et coordonne actuellement un grand nombre de chantiers en cours bénéficiant d'aides internationales.</p> <p>Le programme proposé au financement de la CEE s'adresse aux populations marginales de cette ville, en zones péri-urbaine et rurale, à qui il permettra de procurer des conditions de vie sûres et salubres. En outre, grâce à la méthode d'autoconstruction sur laquelle il est basé, ce programme contribuera à la formation de métiers dans la construction, qui par la suite pourra procurer des revenus aux familles concernées.</p> <p>Le volet prévention/études ne retardera pas la reconstruction de la ville de Popayan. Les lotissements en cours de construction ou prévus, tel celui de la Maria Oriente, sont clairement implantés sur des zones sans risques majeurs. Les travaux d'études proposés permettront cependant d'affiner le plan d'urbanisme, afin de parvenir au meilleur plan d'aménagement possible de la ville en fonction des caractéristiques sismo-géotechniques de la zone. Ces études seront l'occasion d'un transfert technologique au bénéfice de la Colombie, la technologie européenne ayant déjà fait ses preuves dans le domaine au bénéfice de nombreuses villes latino-américaines d'importance, dont, par exemple, La Paz, capitale de la Bolivie. Enfin, le sérieux des institutions colombiennes concernées est garant du succès de la réalisation de ce programme.</p>
<p><u>8. FINANCEMENT</u></p>	<p>Ce programme consiste en un financement autonome de la part de la CEE, seule source d'aide extérieure. La contribution communautaire, sous forme de subvention non remboursable, est de 3,9 MioECU et porte essentiellement (voir tableau paragraphe 5) sur la fourniture de matériaux de construction relatifs au lotissement péri-urbain et aux communautés rurales (2,62 MioECU) sur la fourniture d'équipements au SENA (0,2 MioECU), l'assistance technique (0,25 MioECU) et les études (0,65 MioECU), soit une proportion d'environ 30 % de coûts en devises. La contrepartie nationale (CRC, SENA, INGEOMINAS et valorisation de l'apport de main-d'oeuvre des familles bénéficiaires des logements) représente globalement 1/3 du coût total du programme.</p>

**Procédure écrite**

E/1166/84

**DELAI: MARDI 9 OCTOBRE 1984 - 12 H.**

Observations éventuelles : à M. WEHRENS (tél. 52362)  
ou Mme AUJEAN (tél. 56156) tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/100

**Objet : Financement en faveur de pays en développement non associés**

**Proposition de MM. PISANI et HAFERKAMP**

**Décision proposée :**

- 1°) approuver aux conditions fixées dans les documents en annexe, les 2 projets de financement suivants :
  1. LAOS (Subvention : 1.200.000 ECUS)  
Adduction d'eau.
  2. COLOMBIE (Subvention : 3.900.000 ECUS)  
Programme de reconstruction.
- 2°) accorder les autorisations d'engagement ;
- 3°) charger le Membre de la Commission responsable du Développement de conclure les accords de financement pour la Commission et au nom de la Communauté avec les bénéficiaires de l'aide ;
- 4°) charger le Directeur général du Développement de prendre ces décisions d'engagement et les mesures qui se révéleraient nécessaires pour assurer, dans les meilleures conditions, la bonne exécution de l'aide, y compris la passation des contrats de prestation de service y afférents.

**Commentaire :**

Le Comité de l'aide aux pays en développement non associés a émis un avis favorable à l'unanimité sur ces projets le 24 septembre 1984.

E. NOEL

Secrétaire Général

P.j.

Copie à : MM. FRISCH, FIELDING,  
FACINI, EHLERMANN

p. inf. : M. STRASSER

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Directions générales responsables : DEVELOPPEMENT  
RELATIONS EXTERIEURES

Services associés :

- pour accord -

D.G. CONTROLE FINANCIER : Accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

Langue originale : F

Historical Archives of the European Commission

Brüssel,

KOMMISSION  
DER  
EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN  
—  
Generaldirektion Entwicklung  
—  
VIII/D-3

ENTWURF EINES BESCHLUSSES DER KOMMISSION

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 442/81 des Rates vom 17. Februar 1981 über die finanzielle und technische Hilfe zugunsten der nichtassoziierten Entwicklungsländer, nachstehend "Verordnung" genannt, insbesondere auf Artikel 8 und 14,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Der Rat hat am 21. Dezember 1982 gemäß Artikel 9 der Verordnung die allgemeinen Leitlinien für die Hilfen im Jahre 1983 festgelegt.

Die in der Verordnung genannten Kriterien und die Voraussetzungen für die Gewährung der Hilfe sind erfüllt.

Der mit Artikel 11 der Verordnung eingesetzte Ausschuss hat eine befürwortende Stellungnahme abgegeben -

BESCHLIESST:

Artikel 1

Das nachstehend aufgeführte Vorhaben wird genehmigt:

Nummer des Vorhabens oder Programms:	NA/84/9
Begünstigter Staat:	Demokratische Volksrepublik LAOS
Bezeichnung des Vorhabens:	Wasserversorgung
Art des Vorhabens:	Ländliche Entwicklung
Gesamtkosten:	3.700.000 ECU
Beteiligung der EWG:	1.200.000 ECU
Finanzierungsart:	Parallele Kofinanzierung mit UNICEF
Beteiligung an Ausschreibungen, Aufträgen und Verträgen:	Entsprechend Art. 7 Absatz 1 der Verordnung Nr 442/81

Artikel 2

Die Hilfe wird auf 1 200 000 ECU festgesetzt.

Artikel 3

Das für Entwicklung zuständige Mitglied der Kommission oder im Verhinderungsfall ein anderes Mitglied der Kommission wird beauftragt, für die Kommission und im Namen der Gemeinschaft die Finanzierungsabkommen mit den Begünstigten zu schließen.

Der Generaldirektor für Entwicklung wird beauftragt, die Mittelbindungen vorzunehmen und Maßnahmen zu treffen, die für die einwandfreie Durchführung der Hilfe sowie für die Vergabe der betreffenden Dienstleistungsaufträge erforderlich sind.

Geschehen zu Brüssel, am . . . . .

Für die Kommission

Historical Archives of the European Commission

Vorhaben : NA/84/9  
 Land : LAOS  
 Bereich : Wasserversorgung

### 1. ZUSAMMENFASSUNG DES VORHABENS

Dieses Vorhaben besteht in der Unterstützung eines viel grösseren Wasserversorgungsprojekts auf Dorfebene das von UNICEF koordiniert wird und das 1986 abgeschlossen sein sollte.

Dies gestattet einen zusätzlichen Teil des Programms durchzuführen, dessen Ziel der Schutz der Wasserquellen und -vorräte ist, sowie die Einrichtung eines Systems der Verteilung durch Schwerkraft und der Infiltration, verbunden mit einem Element der Ausbildung sowohl beim Bau als auch bei der Unterhaltung der Systeme.

Dieses Vorhaben soll innerhalb von 2 Jahren sowohl in den Ebenen als auch in den Gebirgsgebieten des Landes mit einer starken Beteiligung (Arbeitskraft) der Bevölkerung durchgeführt werden. Es kommt etwa 1 Million Personen zugute, die vorwiegend im ländlichen Bereich leben.

UNICEF wird mit der Verwaltung der Gemeinschaftsmittel von 1 200 000 ECU sowie mit der Koordinierung des Vorhabens mit dem Gesamtprojekt betraut.

### 2. RAHMEN DES VORHABENS

Laos ist eines der ärmsten Länder Asiens und als solches in der Liste der am schwersten benachteiligten Länder aufgeführt. In dieser Hinsicht ist es besonders für eine Gemeinschaftshilfe qualifiziert. Aufgrund mangelnder Regelmässigkeit der Kontakte ist die Hilfe für dieses Land nur sporadisch geblieben (zwei Projekte seit 1976) für einen Betrag von insgesamt 4,10 M ECU.

Das vorliegende Projekt wurde uns sowohl von UNICEF als auch von der laotischen Regierung zur Unterstützung vorgeschlagen.

### 3. ZIELE

Eines der wichtigsten Ziele des Zehnjahresplans der Regierung ist es, bis 1990 die Grundbedürfnisse der Bevölkerung zu befriedigen. In diesem Zusammenhang wird das Hauptaugenmerk auf die Wasserversorgung gelegt, um einmal die Sterberate zu senken und zum anderen um den Gesundheitszustand der Bevölkerung durch eine Verringerung der durch Wasser übertragenen Krankheiten zu verbessern. Diese Krankheiten führen einerseits zu einer hohen Sterberate bei Geburt (17,5 bis 20%) und andererseits zu einer Schwächung der Bevölkerung.

4. EINZELHEITEN DES VORHABENS

4.1. Ort des Vorhabens

Das Vorhaben sieht Infrastrukturmassnahmen sowohl in den Ebenen als auch im Gebirgsbereich von Laos vor. Es erstreckt sich auf die Provinzen Champassail, Attoupeu, Savannakhet, Khammouane, Vientiane, Luangprahang, Sava Bouri.

4.2. Laufzeit des Vorhabens

Die Lieferung von Ausrüstung sowie die Einrichtung und Vollendung der Arbeiten werden, was die EG Beteiligung betrifft, nach 2 Jahren beendet sein.

4.3. Auszuführende Massnahmen

An den Gebirgshängen ist ein System der Verteilung durch Schwerkraft vorgesehen, während in den Ebenen je zwei flache Brunnen je Dorf geplant sind. Dies beinhaltet eine Sammlung des Oberflächenwassers (Quelle - Bäche) mit der Einrichtung von Staubecken, mit einer Weiterleitung durch Kanalisation die mehrere öffentliche Stellen versorgt. Die Zahl und Verteilung wird den jeweiligen Verhältnissen angepasst, da die Bevölkerung jeweils zwischen 200 und 5 000 schwankt.

Die Hauptbestandteile des Vorhabens sind (Schätzungen):

- 80 Systeme zum Schutz von Quellen
- 44 Systeme mit Schwerkraftverteilung durch Bambusrohre und PVC mit eingefassten Brunnen
- 500 Brunnen mit Zementumfassung
- 30 Infiltrations-Galerien.

Ausbildung: Die mit der Durchführung des Vorhabens befassten laotischen Techniker werden vor Ort ausgebildet, und zwar vom örtlichen Personal, das mit der Überwachung und dem Unterhalt der Systeme beauftragt ist.

4.4. Verwaltung und Unterhaltung

Die Zuständigkeit für die Unterhaltung der Systeme wird auf nationaler Ebene koordiniert. Beauftragt hiermit ist ein inter-ministerieller Verwaltungsrat der bereits mit der Koordination aller Regierungsvorhaben sowie der auswärtigen Hilfe für die Wasserversorgung beauftragt ist.

5. EINZELHEITEN DER DURCHFUEHRUNG

Die durch EG-Mittel finanzierten Lieferungen werden Gegenstand einer internationalen Ausschreibung nach Massgabe der EG-Bestimmungen sein.

Auf Grund der Natur der einzelnen Lose und deren Grösse können diese jedoch auch lokal veröffentlicht werden. Die Verträge über technische Hilfe werden in gegenseitigem Einvernehmen abgeschlossen.

UNICEF ist mit der Verwaltung der EG-Mittel betraut und wird einen Projektdirektor für die Durchführung der Infrastrukturmassnahmen ernennen. Dies geschieht in Abstimmung mit den örtlichen Behörden. Die Kommission wird daher ein Verwaltungsabkommen mit UNICEF schliessen. Gemeinsam mit den betreffenden örtlichen Behörden wird UNICEF - insbesondere dank der bereits beschriebenen Ausbildungsmassnahmen - über das korrekte Funktionieren der Ausrüstungen und der mit diesem Vorhaben geschaffenen Infrastrukturen wachen.

6. BEGRÜNDUNG

Das vorliegende Projekt ist Bestandteil des Zehnjahresplans der laotischen Regierung, der vorsieht, dass ab 1986 etwa 25% der Bevölkerung Zugang zur Trinkwasserversorgung hat. Dieser Prozentsatz soll bis 1990 auf 70% ansteigen. Die Nutzniesser dieses Programms sind vor allem Bauern mit sehr niedrigen Einkommen.

Mehrere Studien haben gezeigt, dass die niedrige Lebenserwartung der Laoten (43 Jahre) und die hohe Kindersterblichkeit (175 bis 200 pro Tausend), die zu den niedrigsten Asiens gehören, im wesentlichen auf die durch Wasser übertragenen Krankheiten zurückzuführen sind. Obwohl es nicht an Wasser als solchem mangelt, haben doch nur 3,4% der Bevölkerung Zugang zu Trinkwasser. Die meisten Familien hängen von verschmutzten oder ungeschützten Quellen ab. Dies rechtfertigt die hohe Priorität, die die Regierung diesem Vorhaben gibt.

Das vorliegende Projekt, das auf besonders einfache Techniken zurückgreift, die dem Lande angepasst sind und das auf eine weitgehende Beteiligung der Bevölkerung baut, kann daher zu besonders günstigen Kosten durchgeführt werden.

Die langjährige Erfahrung von UNICEF bei solchen Vorhaben in Laos seit 1973 kann als Garantie für dessen Erfolg angesehen werden. Ferner ist dieses Projekt in weiterreichenden Aktivitäten von UNICEF auf dem Gebiet der Gesundheit und Aufklärung, Hygiene, Ausbildung, und Wiederverwendung von Personal eingeeffnet. Diese Aktivitäten werden hierdurch verstärkt.

7. KOSTEN UND FINANZIERUNG

Das vorliegende Projekt fügt sich in ein grösseres Vorhaben von UNICEF ein. Die Kofinanzierung geschieht deshalb parallel mit UNICEF, das 2 M ECU an eigenen Mitteln und den Rest aus Mitteln anderer Geber aufbringt.



Der Gemeinschaftsbeitrag wird die Devisenkosten eines Teils der Lieferungen und der technischen Hilfe decken. Diese Kosten können wie folgt aufgeteilt werden:

80 Systeme zum Schutz von Quellen	0,040
44 Systeme der Verteilung durch Schwerkraft durch Rohre und eingepasste Quellen	0,558
500 Flachbrunnen	0,280
30 Infiltrationsgalerien	0,022
Technische Hilfe	0,200
Unvorhergesehenes	0,100

1.200.000

Folgender Finanzierungsplan kommt zur Anwendung:

	Finanzierung				000 000 ECU
	Gesamtkosten	EG-Beitrag	UNICEF		Regierungsbeitrag
			Fremdmittel	Eigenmittel	
Lieferungen	2,26	0,9	0,16	1,2	-
Einrichtungen,	1,0	-	-	-	1,0
Transport,					
lokale					
Lieferungen					
Technische		(2)			
Hilfe	0,2	0,200	-	-	-
Unvorhergesehenes	0,24	0,100	-	0,140	-
<b>Insgesamt</b>	<b>3,7</b>	<b>1,2</b>	<b>0,16</b>	<b>1,34</b>	<b>1,0</b>

(1) Die Aufteilung zwischen Fremdmitteln und Eigenmitteln ist geschätzt.

(2) Projektleiter und 1 Freiwilliger der Vereinten Nationen.

KOMMISSION  
der  
EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Brüssel, den

Generaldirektion Entwicklung

ENTWURF EINES BESCHLUSSES DER KOMMISSION

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 442/81 des Rats vom 17. Februar 1981 über die finanzielle und technische Hilfe zugunsten der nicht-assoziierten Entwicklungsländer, nachstehend "Verordnung" genannt, insbesondere auf Artikel 8 und 14,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Der Rat hat am 19.12.1983 gemäss Artikel 9 der Verordnung die allgemeinen Richtlinien für die Hilfen im Jahre 1984 festgelegt.

Die in der Verordnung genannten Kriterien und die Voraussetzungen für die Gewährung der Hilfe sind erfüllt.

Der mit Artikel 11 der Verordnung eingesetzte Ausschuss hat eine befürwortende Stellungnahme abgegeben -

BESCHLIESST:

Artikel 1: Das nachstehend aufgeführte Vorhaben wird genehmigt:

Nummer des Programms	: NA/84/3
Begünstigter	: Kolumbien
Bezeichnung des Vorhabens	: Wiederaufbauprogramm
Art des Vorhabens nach Artikel 3 der Verordnung	: Reserve für Katastrophenhilfe
Gesamtkosten	: 5,9 MECU
Beteiligung der EWG	: 3,9 MECU
Finanzierungsart	: Autonom
Beteiligung an Ausschreibungen, Aufträgen und Verträgen	: In Übereinstimmung mit Art. 7, Abs. 1, der Verordnung 442/81 (Mitgliedstaaten der EWG und in Frage kommende EL der Region)

Artikel 2: Die Hilfe wird auf 3,9 ECU festgesetzt.

Artikel 3: Das für die Entwicklung zuständige Mitglied der Kommission, oder, im Verhinderungsfall, ein anderes Mitglied der Kommission, wird beauftragt, für die Kommission und im Namen der Gemeinschaft die Finanzierungsabkommen mit den Begünstigten zu schliessen.

Der Generaldirektor für Entwicklung wird beauftragt, die Mittelbindungen vorzunehmen und Massnahmen zu treffen, die für die einwandfreie Durchführung der Hilfe sowie für die Vergabe der betreffenden Dienstleistungsverträge erforderlich sind.

Geschehen zu Brüssel, am

Für die Kommission

Historical Archives of the European Commission

VORLAGEVERMERK

Programm Nr. NA/84/3

Empfängerland: Kolumbien

Bezeichnung: Wiederaufbau- und Schutzprogramm

Sektor: Infrastrukturen (Wiederaufbau)

1. UBER-  
BLICK Dieses Programm besteht aus zwei sich ergänzenden Massnahmen im Zusammenhang mit dem Erdbeben in der Stadt POPAYAN vom März 1983. Es handelt sich einmal um den eigentlichen Wiederaufbau, der weitgehend von den Begünstigten selbst geleistet wird. Im einzelnen ist folgendes geplant:

- eine Vorstadtsiedlung für die Randgruppen der sozial schwachen Bevölkerungsschicht von Popayan mit Einzelhäusern und Versorgungsanlagen (Strassennetz, Wasserversorgung usw.);
- entsprechende Massnahmen zugunsten mehrerer ländlicher Gemeinden im Umkreis der Stadt Popayan;
- eine organisatorische Unterstützung der Dienststelle, der die Ausbildung sowie die Leitung der Bauarbeiten übertragen wurde;
- geringfügige technische Hilfe.

Zum anderen bietet das Programm Gelegenheit, die Untersuchungen über den Schutz gegen Erdbebenfolgen in der geotechnischen Erdbebenkleinzone der Stadt Popayan in Form einer Schutzmassnahmenstudie zu ergänzen.

2. RAHMEN  
DES  
VOR-  
HABENS a) Die Stadt Popayan (140.000 Einwohner) wurde durch das Erdbeben vom 31. März 1983 (5,5 auf der Richterskala) weitgehend zerstört. Sie war bereits auf den Ruinen des Erdbebens von 1736 errichtet worden. Die schwerwiegenden Folgen sollen hier kurz nur erwähnt werden: 287 Tote und 7.248 Verletzte, die Gebäude wurden zu 75% zerstört (rund 17.000), davon kann etwa die Hälfte nicht wiederaufgebaut werden. Wären Tag und Stunde nicht so günstig gewesen (wenn man so sagen darf - es geschah am Karfreitag um 8.45 morgens), so hätte das Erdbeben noch mehr Menschenleben gekostet.

Die EWG gewährte umgehend, nämlich am 20.4.1983, eine Soforthilfe nach Artikel 950 des EG-Haushaltes in Höhe von 200.000 ECU. Ferner teilte die Kommission mit, sie werde prüfen, ob sie einen Beitrag zum Wiederaufbau aus der Katastrophenreserve (Artikel 930 des EG-Haushaltsplans) leisten kann. Die Angaben für die Ausarbeitung dieses Vorschlags konnten allerdings nur langsam zusammengestellt werden. Im März 1984 wandte sich eine Delegation der Kommission an einen Sachverständigen, der diese Unterlagen ausarbeitete. Kolumbien ist aber offensichtlich nicht ein Jahr lang untätig geblieben. Die Mission konnte sich mit eigenen Augen davon überzeugen, mit welchem Einsatz und Dynamismus eine ganze Bevölkerung fast fieberhaft am Wiederaufbau der Stadt arbeitet; sie konnte die zahlreichen abgeschlossenen, in Arbeit befindlichen und geplanten Wiederaufbauarbeiten besichtigen, die unter Leitung des Verbands für den Wiederaufbau und die Entwicklung des Cauca (CRC) durchgeführt werden. Die Kommission hatte insbesondere die Meinung der Pan American Health Organization (PAHO) eingeholt, die sie mit einem "Preparedness and Disaster Relief Coordination Programme" (NA/79/40) bezeichneten

Programm für Lateinamerika unterstützt. Der jüngste Bericht dieser Organisation gibt Aufschluss über den im Rahmen ihrer Zuständigkeiten umfangreichen Beitrag zur raschen und wirksamen Behebung der Erdbebenschäden.

b) Aufgrund der Höhe der Durchschnittseinkommen in Kolumbien und der beschränkten Finanzmittel der Kommission ist dem Land bisher noch keine unmittelbare finanzielle und technische Hilfe von der Kommission gewährt worden. Als Mitglied des Andenpakts betrafen aber die über die JUNAC finanzierten Entwicklungsmassnahmen sowie andere von der EWG über sektorale regionale oder kontinentweite Organisationen finanzierte Massnahmen auch Kolumbien, wie ebenso die Ergebnisse finanzieller Beiträge der EWG zu internationalen Agrarforschungsinstituten, namentlich dem Internationalen Zentrum für tropische Landwirtschaft (CIAT) in Cali, Kolumbien. Nachdem Kolumbien bereits 1982 als Empfängerland ausgewählt worden war, kam es bei der Vorbereitung der Massnahmen zu Verzögerungen, die dazu führen, dass unabhängig von dem vorliegenden Vorschlag betreffend den Wiederaufbau nach der Naturkatastrophe eine normale Hilfe im Rahmen des Programms von 1984 vorgeschlagen wird. Der Wiederaufbau wurde bisher mit Haushaltsmitteln und dank der grossen Solidarität des Landes, darüber hinaus mit Hilfe des Auslands, insbesondere der Internationalen Bank für Wiederaufbau und Entwicklung IBRD, der Interamerikanischen Entwicklungsbank IDB und der skandinavischen Bank (insgesamt 75 Mio US \$) vorangetrieben.

3. Ziele Das Programm bezweckt zweierlei Arten von Massnahmen:

- unmittelbar operationelle Massnahmen durch den Beitrag zum Wiederaufbau der vorstädtischen und ländlichen Infrastrukturen für die von dem Erdbeben im Jahre 1983 betroffenen ärmsten Bevölkerungsgruppen, deren Lebensbedingungen verbessert werden sollen, so dass dann auch ihr Einkommensniveau steigt;
- Schutzmassnahmen durch Ergänzung der Untersuchungen, die für die Ausarbeitung einer längerfristigen Wiederaufbaupolitik erforderlich sind.

4. EINZELHEITEN 1. Durchführungsort

- Die Vorstadtsiedlung liegt im Südwesten von Popayan in Maria Oriente, das aufgrund seiner Lage aus la Maria Alta (auf einem Hügel) und la Maria Baja (am Fusse des Hügels) besteht. Die Grundstücke - die diesbezüglichen Eigentumstitel werden zur Zeit beglaubigt - sind im unteren Ortsteil 160 m<sup>2</sup> (80 x 20), im oberen Ortsteil 1.000 m<sup>2</sup> (20 x 50) gross.

- Der Beitrag zum Wiederaufbau zerstörter Infrastrukturen auf dem Lande wird ländlichen Gemeinden gewährt, die 10-20 km vom Zentrum von Popayan entfernt liegen.

- Die zusätzliche Untersuchung betreffend die seismische Kleinzone wird für Popayan selbst angefertigt.

2. Dauer

Für die Durchführung des gesamten Vorhabens werden rund zwei Jahre angesetzt.

3. Einzusetzende Mittel

Das Programm enthält einen Hauptabschnitt mit den eigentlichen Wiederaufbaumassnahmen und einen Ergänzungsteil mit Schutzmassnahmen (Studien).

### A. Wiederaufbau

- Wiederaufbau von rund 500 Einzelhäusern in der Siedlung Maria Oriente; rund 150 Häuser stehen im unteren Ortsteil und 350 Häuser im oberen Ortsteil. Es handelt sich um Häuser aus Ziegelsteinen und gegen Erdbeben sichernden Betongürteln mit durchschnittlich 50 m<sup>2</sup> noch ausbaufähiger Wohnfläche. Im Rahmen des Programms ist die Lieferung der Baupläne (die zuvor mit den künftigen Bewohnern erörtert werden) und des Baumaterials, die Ausbildung und Anleitung der Begünstigten vorgesehen, die als Arbeitskräfte beim Wiederaufbau mitarbeiten (Selbstbeteiligung). Zwischenglied bei dieser Organisation ist der "Servicio Nacional de Aprendizaje" (SENA).

Die Siedlung wird ferner an verschiedene Versorgungseinrichtungen angeschlossen, vor allem an das Stromnetz und die Trinkwasserversorgung. Geplant sind ferner eine Schule, ein Kindertageshort sowie Parkanlagen.

- Bau und/oder Instandsetzung von rund hundert Wohnungen in benachbarten ländlichen Gemeinden, die gleichzeitig mit den Bauarbeiten in der Vorstadtsiedlung im einzelnen ausgewählt und in die Bautätigkeit einbezogen werden.

- Organisatorische Unterstützung des Servicio Nacional de Aprendizaje (SENA), so dass er die erforderlichen zusätzlichen Kapazitäten für die Leitung und Durchführung dieses Programms bereitstellen kann. Es handelt sich insbesondere um Fahrzeuge für den Transport des Baumaterials und um Baumaschinen (Mischmaschinen, Mühlen usw.).

- Technische Hilfe. Ein Angehöriger der europäischen technischen Hilfe sorgt während der Dauer des Programms, d.h. zwei Jahre lang, für die Koordinierung der beteiligten kolumbianischen Stellen, wählt die ländlichen Gemeinden aus, die in das Programm einbezogen werden sollen und stellt die reibungslose Durchführung dieses Programms sicher.

### B. ERDBEBENSCHUTZ (STUDIEN)

Durchführung zusätzlicher Untersuchungen, die die kolumbianischen Studien ergänzen sollen (einschliesslich Ausbildungs-massnahmen). Es handelt sich um die Erforschung der geotechnischen Erdbebenkleinzone im Hinblick auf den Wiederaufbau von Popayan, wofür 9 Monate und die Zusammenarbeit mit europäischen Sachverständigen (29 Mann/Monate), einem Seismologen, einem Sachverständigen für Tektonik, einem Geologen, einem Geotechniker, einem Physiker, einem Sachverständigen für Bodenbewegungen, einem Architekten oder Hochbauingenieur, denen ebensoviele kolumbianische Sachverständige zur Seite stehen (kolumbianische Gegenleistung) angesetzt sind. Drei Hauptphasen sind geplant:

- Modell der Erdbebenrisikos in der Region; mit Hilfe der von INGEOMINAS vorgelegten "Diagnose" wird eine Synthese der Evaluierung der Erdbebenrisiken vorgenommen, und zwar in Form von Beschreibungen und Karten in grossem Massstab zur Darstellung der Grösse des Risikos.

- Geotechnische Erdbebenkleinzone; Analyse der Bodenbewegungen und der Labilitätsphänomene, die durch Erdbeben hervorgerufen werden können (Verflüssigung, Senkungen, Erdverschiebungen) und Anfertigung von Unterlagen in grossem Massstab über die seismisch-geotechnischen Zentren;

- Empfehlungen für den Wiederaufbau: die fachliche Ausbildung und der Kenntnistransfer wird durch die Zusammenarbeit ausländischer und kolumbianischer Ingenieure, sowie gegebenenfalls durch zusätzliche Ausbildung in Europa sichergestellt.

5. KOSTEN Die Kosten des Programms, unterteilt nach den wichtigsten Abschnitten und Finanzierungsquellen, werden wie folgt veranschlagt:

Massnahme/Art	EWG	CRC	SENA	Begünstigte (Familien)	INGEO-MINAS	INSGESAMT
<b>A. BAU UND WIEDERAUFBAU</b>						
<b>I. Vorstadtsiedlung</b>						
Maria Oriente	Baumaterial	2.125	-	45	-	2.170
	Arbeitskräfte	-	-	870	-	870
- 500 Wohnungen	Überwachung	-	-	180	-	180
- Versorgungseinrichtungen	Wasser, Kanalisation, Strom, Telefon, Zufahrtsstrassen, Schule, Grünanlagen	70	-	20	-	90
		-	175	-	-	175
<b>II. Ländliche Gemeinden</b>						
- 100 Häuser	Baumaterial	425	-	-	-	425
	Arbeitskräfte	-	-	170	-	170
	Überwachung	-	-	35	-	35
<b>III. Organisatorische Hilfe</b>						
SENA	Ausrüstung	200	-	5	-	205
<b>IV. Technische Hilfe</b>						
		250	-	-	-	250
Zwischensumme A		3.070	175	265	1.060	4.570
<b>B. ERDBEBENSCHUTZ/STUDIEN</b>						
		650	-	-	500	1.150
Unvorhergesehenes		180	-	-	-	180
<b>INSGESAMT (A+B)</b>		<b>3.900</b>	<b>175</b>	<b>265</b>	<b>1.060</b>	<b>5.900</b>

6. DURCH- Verwaltung

FUH- Das Programm wird unter Leitung der Corporation de Recon-  
RUNGS- struction de Cauca (CRC) mit Unterstützung eines Angehö-  
EIN- rigen der europäischen technischen Hilfe, der Berater des  
ZELHEI- Vorsitzenden der CRC ist, durchgeführt. Die Koordinierung  
TEN liegt beim Planungsministerium. Die Anleitung der begünstigten Familien und die Leitung der Wohnungsbauarbeiten übernimmt der SENA. Die zuständigen städtischen Unternehmen werden mit der Verlegung der Wasserleitungen und des Kanalnetzes und der Anlage der übrigen Versorgungseinrichtungen betraut, während die Stadt Popayan für öffentliche Telefone, die Fertigstellung der Strassen und der Grünanlagen sorgt. In Zusammenarbeit mit der CRC und dem Planungsministerium werden die Studien von INGEO MINAS (Instituto Nacional de Investigaciones Geologico-Mineras), d.h. von seinem Regionalbüro in Popayan (nach Abstimmung mit dem Programm für geologische und Erdbebenrisiken) durchgeführt.

### Verfahren

Die Kosten fallen überwiegend in Landeswährung an für Bauarbeiten, die, was die Wohnungen selbst betrifft, von den begünstigten Familien und hinsichtlich der übrigen Bauarbeiten entweder in Verwaltungsregie oder von aufgrund örtlicher Ausschreibungen ausgewählten Unternehmen durchgeführt werden. Die Ausrüstungen und Materiallieferungen werden international ausgeschrieben. Die Kommission kann aber auch je nach der Beschaffenheit der Lose oder in Dringlichkeitsfällen örtliche Ausschreibungen und/oder Ausschreibungen für einen beschränkten Teilnehmerkreis genehmigen. Für die technische Hilfe und die Studien werden die Bewerber anhand einer von der Kommission vorgelegten beschränkten Liste ausgewählt. Die Verträge werden unmittelbar mit der Kommission geschlossen.

7. BE-GRÜNDUNG

Dieses Vorhaben ist ein nennenswerter Beitrag der EWG zu den erheblichen Bemühungen Kolumbiens um den Wiederaufbau/Erdbebenschutz nach dem Erdbeben von Popayan. Eine besondere autonome Gesellschaft, die anschliessend die Entwicklung der Zone fortsetzen soll, wurde zu diesem Zweck gegründet. Zur Zeit führt sie eine grosse Anzahl Bauarbeiten mit internationaler Hilfe durch und sorgt für ihre Koordinierung.

Das für die Finanzierung durch die EWG vorgeschlagene Programm richtet sich an die Randgruppen der Bevölkerung von Popayan in vorstädtischen und ländlichen Siedlungen. Für diese Menschen sollen sichere und gesündere Lebensbedingungen geschaffen werden. Dank der Selbstbeteiligungsmethode, auf der dieses Programm beruht, trägt es zur Ausbildung von Facharbeitern im Baugewerbe bei, was anschliessend eine Erwerbsquelle für die betreffenden Familien darstellen kann.

Der Programmteil Erdbebenschutz/Studien verlangsamt den Wiederaufbau von Popayan in keiner Weise. Die im Bau befindlichen oder geplanten Siedlungen wie Maria Oriente liegen eindeutig in Zonen ohne grösseres Risiko. Die vorgeschlagenen Studien bieten allerdings Gelegenheit zur Verbesserung des Bebauungsplans, so dass ausgehend von den seismisch-geotechnischen Gegebenheiten der Zone der bestmögliche Plan für die Anlage der Stadt angefertigt werden kann. Die Studien bieten Gelegenheit zu einem Technologietransfer zugunsten von Kolumbien, da die europäische Technologie ihre Qualität in diesem Bereich bei Arbeiten in zahlreichen grossen südamerikanischen Städten, beispielsweise in Boliviens Hauptstadt La Paz, bereits bewiesen hat. Schliesslich bietet die Solidität der kolumbianischen Einrichtungen eine Garantie für den Erfolg des Programms.

8. FINANZIERUNG

Dieses Programm wird von der EWG als einzigem Kapitalgeber aus dem Ausland autonom finanziert. Der Beitrag der Gemeinschaft in Form eines nicht rückzahlbaren Zuschusses beträgt 3,9 Millionen ECU (siehe Tabelle Ziffer 5), insbesondere für die Lieferung von Baustoffen für die vorstädtischen und ländlichen Siedlungen (2,62 Mio ECU), die Lieferung von Ausrüstungen an den SENA (0,2 Mio ECU), für die technische Hilfe (0,25 Mio ECU) und die Studien (0,65 Mio ECU), wovon 30% in Devisen anfallen. Die Gegenwertmittel Kolumbiens (CRC, SENA, INGEOMINAS und die Arbeitskraft der begünstigten Familien) machen rund 1/3 der Gesamtkosten des Programms aus.



**TEXTE E**

**DOCUMENT INTERNE**

Note pour MM. les Membres de la Commission

## Procédure écrite

E/1166/84

**DELAI:** MARDI 9 OCTOBRE 1984 - 12 H.

Observations éventuelles : à M. WEHRENS (tél. 52362)  
ou Mme AUJEAN (tél. 56156) tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/100

**Objet :** Financement en faveur de pays en développement non associés

**Proposition de MM. PISANI et HAFERKAMP**

**Décision proposée :**

- 1°) approuver aux conditions fixées dans les documents en annexe, les 2 projets de financement suivants :
  1. LAOS (Subvention : 1.200.000 ECUS)  
Adduction d'eau.
  2. COLOMBIE (Subvention : 3.900.000 ECUS)  
Programme de reconstruction.
- 2°) accorder les autorisations d'engagement ;
- 3°) charger le Membre de la Commission responsable du Développement de conclure les accords de financement pour la Commission et au nom de la Communauté avec les bénéficiaires de l'aide ;
- 4°) charger le Directeur général du Développement de prendre ces décisions d'engagement et les mesures qui se révéleraient nécessaires pour assurer, dans les meilleures conditions, la bonne exécution de l'aide, y compris la passation des contrats de prestation de service y afférents.

**Commentaire :**

Le Comité de l'aide aux pays en développement non associés a émis un avis favorable et unanime sur ces projets le 24 septembre 1984.

E. NOEL

Secrétaire Général

p. j.

Copie à : MM. FRISCH, FIELDING,  
FACINI, EHLERMANN

p. inf. : M. STRASSER

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Directions générales responsables : DEVELOPPEMENT  
RELATIONS EXTERIEURES

Services associés :

- pour accord -

D.G. CONTROLE FINANCIER : Accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

Langue originale : F

Historical Archives of the European Commission

PROPOSED COMMISSION DECISION

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No. 442/81 of 17 February, 1981 on financial and technical aid to non-associated developing countries, hereinafter referred to as "the Regulation", and in particular Articles 8 and 14 thereof,

Whereas on 19 December 1983, pursuant to Article 9 of the Regulation, the Council determined the general guidelines to be applied to aid for 1984;

Whereas the criteria laid down in the Regulation and the conditions for the granting of the aid have been met;

Whereas the Committee set up under Article 11 of the Regulation has given a favourable opinion;

HAS DECIDED AS FOLLOWS:

Article 1

The following project is hereby approved:

No. of project or programme	: NA/84/9
Recipient	: Democratic Republic of Laos
Title	: Water Supply
Type of project	: Rural development
Total cost	: 3,70 MECU
EEC participation	: 1,20 MECU
Type of financing	: Parallel cofinancing with UNICEF
Participation, in tenders and contracts	: In conformity with Article 7 of Regulation 442/81; Member States of the EEC and the recipient country.

./.

Article 2

The amount of aid shall be fixed at 1 200 000 ECU.

Article 3

The Member of the Commission with special responsibility for Development, or, in the event of his being prevented from attending to his duties, another Member of the Commission, shall be responsible for concluding financing agreements for the Commission on behalf of the Community with the recipient of the aid.

The Director-General for Development shall be responsible for taking any commitment decisions and measures that prove necessary to ensure, under the best conditions, the smooth implementation of the aid and the relevant service contracts.

Signed in Brussels:

For the Commission:

Historical Archives of the European Commission

PROJECT MEMORANDUM

Project No : NA/84/9  
 Country : Laos  
 Sector : Water supply

1. <u>PROJECT SUMMARY</u>	<p>This project complements a more widespread village water supply programme in Laos, coordinated by UNICEF, which is already under way and which should finish in 1986.</p> <p>The project will allow a further part of the programme to be undertaken, covering spring protection systems and reservoirs, construction of gravity feed systems and infiltration galleries, and training not only in construction, but also in running and maintenance.</p> <p>This project will be carried out over a 2-year period both on the plains and in the mountainous areas of Laos and involves significant participation in the form of labour of the peasants concerned. Approximately 1 million people, mainly rural, will benefit from the project.</p> <p>UNICEF will be responsible for managing the Community's contribution to this programme (i.e. 1 200 000 ECU) and for its overall coordination.</p>
2. <u>BACKGROUND</u>	<p>Laos is one of the poorest Asian countries, designated as an LDC, and because of this is particularly eligible for Community aid for non-associated developing countries. Because of difficulties with contracts with the Laotian authorities, community aid has remained very sporadic (2 projects since 1976 totalling 4.1 MECU).</p> <p>Community aid for this present project has been proposed both by the Laotian authorities and by UNICEF.</p>
3. <u>OBJECTIVES</u>	<p>One of the principal objectives of the Laotian 10-year plan is to satisfy the basic needs of the population by 1990. In this context a special effort is foreseen to provide people with drinking water in order to decrease the mortality rate and to improve the health of the rural population by decreasing the spread of water-borne diseases. These have not only caused a very high infant mortality rate (17,5 to 20%), but have also weakened and therefore reduced the availability and capacity of the active population.</p>
4. <u>PROJECT DETAILS</u>	<p>4.1 <u>Location</u>. The project envisages infrastructures both on the plains and in the mountainous regions of Laos. It covers Champassail, Altopeu, Savannakhet, Khammouane, Vitntiane, Luangprahang, and Saya Bouris provinces.</p> <p>4.2 <u>Duration</u>. Equipment supply, installation and works financed by the EEC will be completed after a period of 2 years.</p>

Project details  
(cont.)

4.3 Inputs. On the slopes of the hills the supply systems will all be gravity-fed, whereas on the plains it is planned to build 2 shallow wells per village. The systems include a surface water (spring or stream) collection system, installation of reservoirs, and piped distribution to several public standposts, of which the number and disposition will be adapted to the population requirements varying between 200 and 5 000 persons.

The main components of the project are: (indicative figures)

- 80 spring protection systems
- 44 gravity fed systems using bamboo pipes and PVC outlets
- 500 wells with cement protection rings
- 30 infiltration galleries.

Training: Laotian technicians involved in carrying out the project will be trained on the spot by local personnel responsible for supervision and maintenance of the installations.

4.4 Management, maintenance and implementation. Responsibility for maintenance of the installations will be coordinated at national level by an inter-ministerial administration Council which is already responsible for coordinating all government projects as well as those concerning external aid for drinking water supplies.

5. IMPLEMENTATION PROCEDURES

EEC supplies will be subject to international tendering in accordance with EEC rules. However, local tenders could be issued in cases of urgency or because of the size of the lots. Technical assistance will be subject to mutual agreement contracts.

UNICEF is responsible for managing the Community's contribution to the project, and will nominate a project director for the practical work on infrastructures, in coordination with the local authorities. To cover this, the Commission will establish a project administration contract with UNICEF. UNICEF will, in conjunction with the rural communities concerned, and especially through the training activities mentioned above, assure the correct functioning of the equipment and infrastructure connected with this project.

6. JUSTIFICATION

This project forms part of the Government's 10-year sanitation plan which forecasts that, from 1986, 25% of the rural population will be supplied with drinking water and 70% in 1990. The beneficiaries are for a large part the very low income rural poor.

Several studies have shown that the feeble life expectancy of Laotians (43 years) and the high infant mortality rate (175 to 200 per 1000) which are amongst the worst in Asia are caused to a large extent by water-borne illnesses. Although there is no shortage of water as such, only 3,4% of the rural population has access to drinking water; most families depend on polluted or unprotected springs. This explains the high priority given by the Government to

ication (cont.)

developing drinking water distribution systems. The cost of the present project is particularly modest, using very simple techniques and adapted to the country, as well as the active participation of the population.

The long experience acquired by UNICEF since 1973 on this type of project in Laos is a good guarantee of the project's success. Moreover, the project fits in with and reinforces a much wider range of activities carried out by UNICEF covering health, education, hygiene, training and re-cycling of health personnel.

7. COSTS AND FINANCING

This project is part of a wider UNICEF programme.

Cofinancing will therefore be done in parallel with UNICEF, which will contribute about 2 MECU, of which half from its own funds and the remainder from contributions received from other donors.

The Community's contribution will cover foreign exchange costs for purchasing part of the supplies as well as technical assistance, broken down as follows:

	<u>MECU</u>
80 spring protection systems	0,040
44 gravity fed systems using bamboo pipes and PVC outlets	0,558
500 shallow wells	0,280
30 infiltration galleries	0,022
technical assistance	0,200
contingencies	0,100
	<u>1,200</u>

The financing plan is as follows:

	Financing - MECU				
	Total Cost	EEC contrib.	UNICEF (1) Gifts	own funds	Govt. contrib.
Supplies	2,26	0,90	0,16	1,20	-
Installation, transport, local supplies	1,00	-	-	-	1,00
Technical assistance	0,20	0,20 <sup>(2)</sup>	-	-	-
Contingencies	0,24	0,10	-	0,14	-
<b>TOTAL</b>	<b>3,70</b>	<b>1,20</b>	<b>0,16</b>	<b>1,34</b>	<b>1,00</b>

(1) The split between gifts and own funds is indicative

(2) Project officers + one UN volunteer.

Directorate-General for Development

Brussels,

VIII/D/3

DRAFT COMMISSION DECISION

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 442/81 of 17 February 1981 on financial and technical aid to non-associated developing countries, hereinafter referred to as the "Regulation", and in particular Articles 8 and 14 thereof,

Whereas on 19 December 1983 the Council, pursuant to Article 9 of the Regulation, determined the general guidelines to be applied to aid for 1984;

Whereas the criteria laid down in the Regulation and the conditions for the granting of the aid have been met;

Whereas the Committee set up under Article 11 of the Regulation has given a favourable opinion,

HAS DECIDED AS FOLLOWS:

Article 1

The following programme is hereby approved:

No of operation:	NA/84/3
Recipient:	Colombia
Title:	Reconstruction programme
Type of project according to Article 3 of the Regulation:	Disasters reserve
Total cost:	5 900 000 ECU
EEC contribution:	3 900 000 ECU
Type of financing:	Autonomous
Participation in invitations to tender, purchasing and other contracts:	To comply with Article 7(1) of Regulation No 442/81 (Member States and eligible developing countries in the region).

Article 2

The amount of aid shall be fixed at 3.9 m ECU.

Article 3

The Member of the Commission with special responsibility for Development or, in the event of his being prevented from attending to his duties, another Member of the Commission, shall be responsible for concluding the financing agreement for the Commission and on behalf of the Community with the recipient of the aid.

The Director-General for Development shall be responsible for taking any commitment decisions and any measures that prove necessary to ensure the proper implementation of the aid, including award of the relevant service contracts, and the smooth conduct of the operation.

Done at Brussels,

For the Commission



PROJECT MEMORANDUM

Programme No: NA/84/3

Country: Colombia

Title: Reconstruction programme and preventive measures

Sector: Infrastructure (reconstruction)

<p>1. <u>SUMMARY</u></p>	<p>This programme consists of two distinct, complementary operations following the earthquake which struck the town of Popayan in March 1983. It includes a rebuilding scheme, with the recipients themselves largely doing the building work, comprising:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>(i) a suburban housing estate to provide accommodation for the poorest section of the population of Popayan, including single-family houses and services (roads, water supplies, etc.);</li><li>(ii) support to assist several rural communities situated around the town of Popayan which have similar requirements;</li><li>(iii) strengthening of the resources of the body responsible for training and for management of the works;</li><li>(iv) some technical assistance.</li></ul> <p>The operation also offers an opportunity to broaden the preventive studies of the effects of earthquakes by means of a series of preventive measures and a seismo-geotechnical microzone study, focusing on the town of Popayan.</p>
<p>2. <u>BACKGROUND</u></p>	<p>(a) The town of Popayan (pop. 140 000) was largely destroyed by an earthquake on 31 March 1983 (5.5 on the Richter scale). The town had originally been built out of the ruins of the earthquake in 1736. A few figures on the principal damage caused: 287 dead and 7 248 injured, and 75% of buildings (about 17 000) destroyed, almost half of them beyond repair. But for the fortunate timing - if that can be said - of the event (8.45 on the day before Good Friday) the loss of life would have been far greater.</p> <p>The Community immediately (on 20 April 1983) released emergency aid of 200 000 ECU under the provisions of Article 950 of the budget. The Commission also made it known that it would examine the scope for contributing to reconstruction from the disaster reserve (Article 930 of the budget). The information required to put together this proposal was certainly slow in being collected. In March 1984 a Commission mission brought in an expert and he compiled the dossier. But from all evidence Colombia has not been idle in the past year. The members of the mission were able to see with their own eyes the serious and dynamic approach of an entire people fervently engaged in rebuilding the town, and check on a number of reconstruction projects completed, in progress or planned under the authority of the Corporation for the Reconstruction and Development of the Cauca (CRC). The Commission had obtained the views of the Pan-American Health Organization (PAHO), the body through which it finances a preventive programme covering the whole of Latin America entitled "Preparedness and Disaster Relief Coordination Programme" (NA/79/40) and which a recent report indicates has contributed substantially within the limitations of its powers to the prompt, efficient management of disaster relief in this case.</p>

	<p>(b) As it is a middle-income country and the funds available are limited, Colombia has not until now directly received technical or financial aid from the Community. As a member country of the Andean Group, it has however profited from the development schemes financed through JUNAC and from other measures financed by the EEC through sectoral, regional and even continental bodies, and also from the benefits of financial assistance given by the EEC via international institutes for agricultural research, in particular the International Centre for Tropical Agriculture (CIAT) which is based in Cali, Colombia.</p> <p>After Colombia was declared eligible in 1982, there was a delay in the preparation of operations, which will result in a proposal for normal aid under the 1984 programme quite apart from this proposal for post-disaster reconstruction. To date, rebuilding operations other than those paid for out of the national budget or resulting from the great solidarity shown within the country have been financed with external aid, mainly from the IBRD, the IDB and the Scandinavian Bank (totalling USD 75m).</p>
<p>3. <u>OBJECTIVES</u></p>	<p>The programme's objectives consist of:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) strictly operational measures to support reconstruction of the suburban and rural infrastructure in order to assist those left in greatest need by the 1983 earthquake so that they can improve their living conditions and are in a better position to improve their income;</li> <li>(ii) forward-looking measures to supplement the studies needed to establish a longer-term reconstruction policy.</li> </ul>
<p>4. <u>DETAILS</u></p>	<p>1. <u>Location</u></p> <p>The proposed suburban estate is situated in the outlying area know as "Maria Oriente" to the southeast of the town of Popayan which because of the topographical features of the area is divided into Maria Alta (on a hillside) and Maria Baja (at the foot of the hill). The plots, for which the property deeds are currently being legally registered, measure on average 160 m<sup>2</sup> (8 x 20) in the lower part and 1 000 m<sup>2</sup> (20 x 50) in the upper part.</p> <p>The support for the reconstruction of the rural infrastructure destroyed is intended for the rural communities located within a radius of about 10-20 km from the centre of Popayan.</p> <p>The supplementary microzone study concerns the town of Popayan.</p> <p>2. <u>Duration</u></p> <p>The planned time-scale for implementation of the entire programme is about 2 years.</p> <p>3. <u>Means to be deployed</u></p> <p>The programme provides for a principal set of rebuilding measures and a supplementary series of preventive measures (studies).</p> <p>A. <u>RECONSTRUCTION</u></p> <p>Reconstruction of about 500 individual dwellings on the Maria Oriente estate, with about 150 houses in the higher part and 350 in the lower part. The houses are to be made of reinforced grouted-brick masonry which is designed to withstand earthquakes. They have an average living area of 50 m<sup>2</sup> and are so planned that they could be extended subsequently.</p> <p>The programme will cover the supply of plans (to be discussed in advance with those concerned) and building materials, and training and extension services for the recipients, who will provide the labour for the building work (self-help construction), via the Servicio Nacional de Aprendizaje (SENA).</p>

The housing estate will also be provided with a few basic services, in particular a supply of electricity and drinking water, a school, a day nursery and public gardens.

Construction and/or repair of single-family dwellings, about 100 in number, in the neighbouring rural communities, these to be specifically identified and the building work to be carried out at the same time as the construction of the suburban housing estate.

Logistic support for the Servicio Nacional de Aprendizaje (SENA) to enable it to provide the additional means required to back up and carry through the programme. It includes vehicles for the transportation of materials and building equipment (trucks, crushers, mixers, etc.).

Technical assistance. This will be given by the Community for the duration of the programme, i.e. two years, to ensure the coordination of the Colombian institutions concerned, to identify the recipient rural communities and to control the proper implementation of the programme.

#### B. PREVENTIVE STUDIES

Studies in addition to those already carried out by the Colombians (coupled with a training scheme). A seismo-geotechnical microzone study with a view to the reconstruction of the town of Popayan will be carried out over a period of nine months by a team of European experts (29 man/months) in seismology, tectonics, geology, geotechnology, geophysics, soil dynamics, and architecture or structural engineering, assisted by the same number of Colombian specialists (national counterpart). The action planned can be divided into three main phases:

- (i) model of seismic risks in the region; the diagnostic procedure developed by INGEOMINAS will be used as a basis in general work to assess risk and provide large-scale descriptive documents and maps showing the likelihood of risk;
- (ii) seismo-geotechnical microzone study; an analysis of the dynamic behaviour of the soil and of natural soil instability phenomena which might be induced by earthquakes (liquefaction, subsidence, landslides) and the preparation of documents on large-scale seismo-geotechnical zoning;
- (iii) recommendation on reconstruction: technical training and transfer of knowledge will be ensured by the integration of engineers from Colombia and abroad, possibly with further training in Europe.

5. COSTS		The costs of the programme arranged to show principal aspects and sources of financing are given below:					
Field of activity/ Nature of costs	Financing/Costs ('000 ECU)						
	EEC	CRC	SENA	Recipients (families)	INGEOMINAS	Total	
<b>A. CONSTRUCTION/RECONSTRUCTION</b>							
I. Suburban housing estate							
"Maria Oriente": materials	2 125	-	45	-	-	2 170	
labour	-	-	-	870	-	870	
- 500 dwellings: supervision	-	-	180	-	-	180	
- basic services: water, sewerage	70	-	-	20	-	90	
electricity,	-	175	-	-	-	175	
telephone,							
access roads,							
school,							
park areas							
II. Rural communities							
- 100 dwellings: materials	425	-	-	-	-	425	
labour	-	-	-	170	-	170	
supervision	-	-	35	-	-	35	
III. Logistic support							
SENA equipment	200	-	5	-	-	205	
IV. Technical assistance							
	250	-	-	-	-	250	
Sub-total A	3 070	175	265	1 060	-	4 570	
<b>B. PREVENTION AND STUDIES</b>							
	650	-	-	-	500	1 150	
Contingencies							
	180	-	-	-	-	180	
TOTAL (A+B)	3 900	175	265	1 060	500	5 900	

6. IMPLEMENTATION Management

The programme will be carried out under the responsibility of the Corporation for the Reconstruction and Development of the Cuaca (CRC), with support by way of technical assistance from the Community acting in the capacity of adviser to the chairman of the CRC and with coordination by the Ministry of Planning. Training of the recipients and extension work in connection with rebuilding the dwellings will be assured by SENA. Specialized public undertakings in the town of Popayan will be responsible for the water supply, sewerage works and other basic services, while the town of Popayan will ensure the installation of public telephones and the completion of streets and park areas. The studies will be conducted by INGEOMINAS (Instituto Nacional de Investigaciones Geológico-Mineras) through its regional office in Popayan, in close collaboration with the CRC and the Ministry of Planning, and in coordination with the geological and seismic risks Programme.

	<p><u>Procedures</u></p> <p>The major part of the costs are local costs relating to the civil engineering work on the dwellings to be performed by the future occupants themselves, plus the works to be carried out either by a direct labour department or a private firm after the local publication of invitations to tender. Equipment and supplies will be obtained through international invitations to tender. However, the Commission may authorize the local publication of invitations to tender and/or restricted consultations depending on circumstances and urgency.</p> <p>Concerning the technical assistance and studies, the choice will be made by the recipient country on the basis of short lists proposed by the Commission, which will draw up and finalize the contracts direct.</p>
7. <u>GROUNDS</u>	<p>This programme represents a valid EEC contribution to the serious efforts for reconstruction and prevention studies in Colombia following the Popayan earthquake. A specific autonomous Corporation has been set up for this purpose and to continue with the development of the zone at a later stage. It is currently setting up and coordinating a large number of building sites which are receiving international aid.</p> <p>The programme proposed for EEC financing is intended for the poorest people in the outlying areas of the town and rural areas, so that they may have safe and healthy living conditions. In addition, as the programme calls for the earthquake victims themselves to participate in the rebuilding scheme, it will help to provide training in building skills which in turn could become a source of income for the families affected.</p> <p>The prevention studies scheme will not delay the reconstruction of the town of Popayan. The housing estates planned or being built, such as the Maria Oriente estate, are clearly located in low-risk areas. The proposed studies will, however, make it possible to add the finishing touches to the redevelopment scheme so as to provide the best possible planning for the town on the basis of the seismo-geotechnical characteristics of the area. The studies will provide an opportunity for a transfer of technology to Colombia, European technology in this field already having proved its value for the good of numerous large Latin American cities including, for example, La Paz, the Bolivian capital. Lastly, the responsible attitude of the Colombian institutions concerned is the guarantee for the success of the programme.</p>
8. <u>FINANCING</u>	<p>The programme involves autonomous financing by the EEC, the only source of external aid. The Community contribution, in the form of a grant, amounts to 3.9m ECU and basically covers the supply of building materials for the suburban housing estate and the rural communities (2.62m ECU), the supply of equipment to SENA (0.2m ECU), technical assistance (0.25m ECU) and the studies (0.65m ECU), or about 30% of the costs in foreign currency (see Table in section 5). The national counterpart (CRC, SENA, INGEOMINAS) and the estimated value of the contribution in labour by the families who are to live in the houses) as a whole represents one third of the total cost of the operation.</p>